

bles sur l'économie, l'industrie et la vie sociale de l'Île-du-Prince-Édouard, le ministre dirait-il à la Chambre à quelle date on s'attend que cette chaussée soit terminée?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. C'est une question qu'il conviendrait d'inscrire au *Feuilleton*.

LE PACIFIQUE-CANADIEN

PRÉSUMÉE MODIFICATION DE SON RÉGIME DE PENSION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Heward Graffey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser la question suivante au ministre du Travail. Le Pacifique-Canadien a-t-il récemment modifié son régime de pension, depuis l'adoption du régime de pensions du Canada, et le gouvernement a-t-il songé à intervenir, à la demande des syndicats?

M. l'Orateur: Je dirai à l'honorable député que cette question pourrait être inscrite au *Feuilleton*.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LE PROJET DE TRIFURCATION DU FLEUVE FRASER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New-Westminster): Monsieur l'Orateur, je veux poser au ministre des Travaux publics une question qui intéresse vivement la Colombie-Britannique. A-t-on décidé de façon définitive d'aller de l'avant avec le projet de trifurcation du fleuve Fraser au coût de plusieurs millions de dollars?

L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, la réponse est oui.

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

LES TEXTILES IMPORTÉS DE LA CHINE—L'ÉVOLUTION AUX FINS DES DROITS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances, au sujet de sa déclaration concernant les restrictions, acceptées de bonne grâce par Hong-Kong, à l'exportation de textiles au Canada. Le ministre songe-t-il à accorder à la Chine continentale, qui exporte bien peu de textiles au Canada, l'évaluation aux fins de droits en vigueur à Hong-Kong au lieu de celle qui s'applique au Japon?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je voudrais tenir cette question pour préavis.

[M. MacDonald.]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RHODÉSIE—L'AMPLEUR DE L'EMBARGO

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'ai posé une question l'autre jour au secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de la Rhodésie et de la dépêche parue dans les journaux, selon laquelle une partie du pétrole expédié à un pays voisin de la Rhodésie se rend en fin de compte jusqu'à ce dernier pays. Le ministre nous dirait-il s'il a pu obtenir des renseignements à ce sujet? Voudrait-il aussi nous dire dans quelle mesure, selon lui, s'applique l'embargo sur les importations et les exportations, en ce qui concerne la Rhodésie?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je suppose, monsieur l'Orateur, que la dernière partie de la question traite de l'intégralité de l'embargo canadien.

Le très hon. M. Diefenbaker: Oui.

L'hon. M. Martin: Si c'est bien cela, et ce l'est sans doute si j'en juge par l'affirmation du très honorable représentant, nous examinons la question en vue d'établir si le Canada devrait prendre d'autres mesures.

Pour ce qui est de la question posée l'autre jour et aujourd'hui encore, par le très honorable représentant, je puis dire que mon collègue, le ministre de la Défense nationale, a confirmé qu'aucune déclaration en ce sens n'a été faite par un membre de l'ARC.

Le très hon. M. Diefenbaker: C'est ce qui a été rapporté.

L'hon. M. Martin: Oui, le très honorable député a raison là-dessus. Quant à l'essence de la question, nous avons consulté les autorités britanniques, responsables de l'organisation du pont aérien, et nous avons appris qu'elles n'avaient pas de raisons de croire que la Zambie vende effectivement du pétrole à la Rhodésie.

Le très hon. M. Diefenbaker: Une autre question à ce sujet, monsieur l'Orateur. Le gouvernement britannique, bien sûr, a étendu la portée de son embargo. Quelle est aujourd'hui l'étendue de l'embargo qu'impose le gouvernement canadien et prévoit-on que le Canada imitera l'attitude du gouvernement britannique?

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas dû m'expliquer clairement. Dans ma réponse à la première question du très honorable représentant, j'ai indiqué que nous avions à l'étude la possibilité d'imposer de nouveaux embargos sur les importations de